

TRANSPORT

La voiture coûte cher, même à ceux qui n'en ont pas

Caroline Grimberghs

Mis en ligne le 26/12/2012

Les générations futures paieront le prix.

Permis de conduire ou non, voiture ou pas, chaque citoyen de l'Europe des 27 paierait, chaque année, 750 € pour subventionner la présence d'automobiles sur le territoire. Une situation jugée injuste par certains membres du groupe parlementaire européen des Verts/ALE. En collaboration avec la chaire pour l'écologie du transport de l'université technique de Dresde, ils tentent d'évaluer le coût réel du transport automobile dans l'Union Européenne et de proposer de nouvelles pistes en vue d'une approche plus équitable.



Audrey Michotte

Déterminés à ne pas scinder aspect économique et environnemental, les auteurs de l'étude ont pris en compte les coûts dits externes, à savoir les inconvénients liés au changement climatique, au bruit, à la pollution de l'air ou encore aux accidents. *"Le secteur des transports n'est pas sur un chemin durable environnementalement parlant. C'est le seul qui a vu ses émissions de gaz à effet de serre augmenter ces 20 dernières années alors que le secteur de l'industrie ou les ménages ont fait des efforts substantiels"*, explique le Professeur Udo J. Becker de l'université de Dresde. *"Un accord équitable doit être trouvé, convenant aux utilisateurs mais surtout, à l'ensemble des citoyens. L'objectif est de s'assurer que la mobilité reste abordable pour tous, tout en combattant ses effets sur le réchauffement climatique. Tout le monde a le droit d'aller à la pharmacie, mais pas de polluer autant qu'il le désire pour s'y rendre. Le premier pas pour arriver à cet accord est d'imposer des prix adéquats aux utilisateurs : si les prix reflètent les coûts réels, ils fourniront des incitateurs efficaces et une mobilité plus rationnelle"*. Or, le coût de ses effets dits 'externes' n'est actuellement pas comptabilisé dans le prix global du marché et retombent donc sur les citoyens, qu'ils soient automobilistes ou pas.

Penser aux coûts environnementaux

L'étude arrive à la conclusion que chaque voiture, dans l'Europe des 27, coûte en moyenne 1600€ de plus par an que ce que paye l'utilisateur via taxes, assurances et frais en tout genre. *"Si, avant de m'asseoir dans ma voiture pour aller chercher du pain, je pensais aux coûts environnementaux de mon déplacement, il est possible que je ne le ferais pas. Concrètement, si l'utilisateur devait payer pour les dommages qu'ils causent aux générations futures, la prise de conscience serait autrement plus rapide"*, explique Udo J. Becker. *"Le but n'est pas de prélever plus d'impôts ou de charges mais d'inciter les gens à éviter une grande partie des coûts"*, explique pour sa part Michael Cramer, porte-parole du groupe des Vert à la commission des transports au Parlement européen. *"Les accidents, la pollution, les déplacements inutiles sont des coûts auxquels tout le monde voudrait renoncer mais tant que les prix donnent la fausse impression que ces coûts ne seront finalement pas à supporter, les choix de mobilité ne vont guère être adaptés."*

Les générations futures paieront le prix

Les auteurs de l'étude ne nient pas les bénéfices considérables pour l'individu-automobiliste, qui seraient d'ailleurs excédentaires par rapport aux coûts mais d'un point de vue sociétal, au contraire, les coûts de la construction, de la pollution, des nuisances sonores ou encore des émissions de gaz à effet de serre seraient largement supérieurs aux bénéfices. Et ce, essentiellement, pour les générations futures.

Objectif avoué : que les conclusions de ce rapport soient utilisées dans le cadre de discussions politiques aux fins d'une prise de décision au niveau européen. La Commission européenne a défini dans son Livre blanc de 2011 l'internalisation des coûts externes comme étant la meilleure stratégie pour un secteur des transports plus efficace et plus propre. Le Parlement européen, pour sa part, a insisté pour que ces efforts commencent avant 2014. *"L'idée n'est évidemment pas de laisser qui que ce soit à la maison, sans possibilité de se déplacer. Il faudra laisser aux gens le temps de s'adapter"*, conclut Udo J. Becker. Le parlementaire européen Yves Cochet enchaîne : *"On parle argent pour toucher tout le monde mais ce qui est véritablement visé ici, c'est l'environnement. Le prix des choses est en fait utilisé pour pousser les gens à faire plus d'efforts"*. Les auteurs de l'étude prônent notamment l'imposition d'une charge de protection du climat qui serait payée au kilomètre, au nom du principe de l'"utilisateur-payeur". Précisions que l'étude se penche très peu sur le coût réel des accidents, qui représentent pourtant, avec 43 %, le coût externe le plus important.

L'Agence Européenne pour l'Environnement se penche également sur la question. Certaines améliorations sont observées mais l'AEE estime qu'il s'agit essentiellement d'une répercussion de la crise économique.

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

